

Arrêté n° ARR_26_1064_VOI_AC_SM

CIRCULATION INTERDITE
RUE CHOLETAISE (À L'INTERSECTION DE L'ENTRÉE DU PARKING DES
CLOSIERS JUSQU'AU PARKING)

LE 25/04/2026

&

INTERDICTION DE STATIONNEMENT
SUR LES 5 PLACES DE STATIONNEMENT - RUE DES CLOSIERS

DU 22/04/2026 AUI 25/04/2026

&

DOUBLE SENS DE CIRCULATION

RUE DES CLOSIERS

LE 25/04/2026

À ST-MACAIRES-EN-MAUGES

LE MAIRE DE SÈVREMOINE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

VU le Code général de la propriété des personnes publiques,

VU le Code de la voirie routière,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, notamment la 8ème partie (signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, et modifiée par l'arrêté du 6 décembre 2011 relatif à l'approbation des modifications de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière,

VU la demande formulée par M HEURTAULT Alain demeurant 8 rue Choletaise ST MACAIRE EN MAUGES 49450 SEVREMOINE le 14/04/2026,

VU la permission de stationnement n° ARR_26_1063_VOI_PMV_SM en date du 15/04/2026,

CONSIDÉRANT qu'en raison de travaux de ravalement de façade, **8 RUE CHOLETAISE à St-Macaire-en-Mauges à effectuer par M HEURTAULT Alain**, afin d'assurer la sécurité des usagers, il y a lieu d'interdire la circulation, interdire le stationnement sur les 5 places de stationnement et d'instauré un double sens de circulation,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le 25/04/2026, la circulation des véhicules est interdite RUE CHOLETAISE (à l'intersection de l'entrée du parking des Closiers jusqu'au parking des Closiers).

ARTICLE 2 :

À compter du 22/04/2026 et jusqu'au 25/04/2026, le stationnement des véhicules est interdit sur les 5 places de stationnement - RUE DES CLOSIERS.

ARTICLE 3 :

Le 25/04/2026, un double sens de circulation est institué pour faciliter la circulation sur le parking des Closiers. A cet effet, le panneau sens interdit est masqué.

ARTICLE 4 :

La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992. La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de M HEURTAULT Alain.

La signalisation durant les travaux devra respecter la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier ainsi que dans la commune de SEVREMOINE.

ARTICLE 7 :

La Directrice Générale des Services de la commune de SEVREMOINE, la Police Municipale et le commandant de la brigade territoriale autonome de SEVREMOINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ils recevront ampliation.

Une copie sera adressée à :

- SDIS St Macaire en Mauges - St André de la Marche - La Renaudière
- Mairie annexe St Macaire en Mauges

Fait à Sèvremoine, le 16 avril 2026
Le Maire de Sèvremoine



Richard CESBRON

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Nantes – 6 allée de l'île Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES Cedex dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Le Tribunal administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours Citoyen" accessible à partir du site www.telerecours.fr. Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2015 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant auprès de la collectivité signataire du présent document.

